

## Consultation publique du 8 avril 2024 relative à l'évolution du prix repère de vente du gaz naturel (PRVG) et de la référence de coût d'approvisionnement CRE

*Date de la contribution : 26/04/2024*

### Questions relatives à la pérennité de la publication de prix repères

**Question 1 :** Considérez-vous pertinent que la CRE continue de publier un prix repère ?

Favorable

Commentaire :

ENGIE considère que la publication d'un prix repère est pertinente si elle remplit certaines conditions. Selon nous, un prix repère est un bon indicateur pour les consommateurs et le marché s'il a pour objectif de :

- refléter l'économie de la chaîne de coûts,
- couvrir les risques liés à la fourniture : ainsi, l'intégration des coûts fixes dans les abonnements et le bon calibrage des briques de risque constituent des prérequis incontournables,
- être représentatif des pratiques des fournisseurs, s'il doit représenter plusieurs types d'approvisionnement (indexé et fixe).

A contrario, le prix repère a vocation à éviter un certain nombre d'écueils. Il ne doit pas être (1) assimilé à un tarif, ni (2) utilisé comme un instrument politique de réglementation des prix :

- En définissant un prix repère, la CRE ne doit pas chercher à se substituer à la tarification réalisée par les fournisseurs, chaque fournisseur ayant ses spécificités, à commencer par la structure du portefeuille de clients qui implique des coûts différents. En ce sens, le prix repère doit représenter les coûts à couvrir en moyenne sur chaque zone de distribution.
- Il ne doit pas être un outil de réglementation politique des prix. L'introduction dans les coûts d'approvisionnement d'un lissage pluriannuel ou de produits saisonniers ou calendaires destinés à réduire la volatilité du prix repère n'est pas représentatif des pratiques des fournisseurs.

Une fois ces conditions remplies, un prix repère pourrait servir de référence aux fournisseurs pour y indexer leurs offres.

**Question 2 :** Êtes-vous favorable à la mise en place d'un PRVG « offres fixes », publié en complément du PRVG « variable » actuellement calculé par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

ENGIE préconise de ne pas multiplier les références de prix pour des Offres de Marché gaz. La multiplicité de comparatifs apporterait davantage de confusion et nuirait à la visibilité et bonne compréhension des consommateurs.

Par nature, il y a autant de « prix fixes » que d'acteurs sur le marché et de moments auxquels sont figées les couvertures pour couvrir ces offres. A titre d'illustration, un prix fixe 1 an pour livraison sur la période de juin 2024 à mai 2025 vaut environ 30 €/MWh pour sa part approvisionnement s'il a été coté mi-mars 2024, alors qu'il vaut environ 35 €/MWh s'il est coté mi-avril 2024.

Par ailleurs, une telle publication impliquerait de définir ce qu'est une offre à prix fixe : un prix complet fixé pour la

durée du contrat ou un prix dont la part approvisionnement seule est fixée pendant cette même période ? L'observation du marché nous apprend que ces 2 types d'offres à prix fixe sont commercialisés par les fournisseurs. Un seul PRVG à prix fixe défini par la CRE ne pourrait représenter qu'une forme d'offre à prix fixe et ne saurait éclairer les consommateurs de façon exhaustive. Il serait nécessaire de proposer des Repères pour les différentes formes de prix fixe.

La CRE devrait ainsi définir d'une part les natures d'offre à prix fixe pour ces prix Repère (approvisionnement seul, ou prix complet), et d'autre part déterminer une durée de l'offre (1, 2, 3 ou 4 ans), ainsi qu'un timing de sourcing de référence (le xx du mois M). Une telle publication reviendrait ainsi à ce que la CRE impose des modèles d'offre à prix fixe (type d'offre et durée) avec un sourcing de référence que les fournisseurs seraient amenés à répliquer (exemple : sourcing entre le 15 et le 20 du mois). Cela posera des difficultés de répliquabilité par les fournisseurs avec des effets de manque de liquidité, et donc de déséquilibre offre/demande sur les marchés de gros.

Au vu de la multiplicité de références potentielles induites, ENGIE préconise de ne pas intégrer d'offre à prix fixe dans le prix Repère.

La publication d'un unique Prix Repère apparaît suffisante pour servir l'objectif d'information et de transparence poursuivi.

**Question 3 :** Dans le cas d'une publication d'un PRVG « à prix fixe 12 mois », quelles composantes devraient selon vous différer des composantes du PRVG, et pourquoi ?

ENGIE est défavorable à intégrer le cas d'une offre à prix fixe dans le prix Repère, notamment en raison des composantes supplémentaires qui seraient à intégrer.

- Parmi elles, les briques de risque seraient nécessairement beaucoup plus élevées (augmentation du risque entre la période de fixation du prix et la livraison, liberté pour les clients de changer de contrat de fourniture à tout moment sans frais de résiliation).
- Au-delà des différences sur les briques de risque, une offre à prix fixe doit prendre en compte des briques de provisions sur les évolutions des coûts hors acheminement – transport, stockage, distribution, CEE – en fonction de la durée de l'offre, à moins que les conditions particulières de vente de l'offre permettent de répercuter une partie ou la totalité des évolutions de ces mêmes briques de coûts. Si tel est le cas, il sera nécessaire de prendre en compte les contraintes de délais des fournisseurs : ceux-ci doivent respecter des délais de prévenance pour leurs clients en cas d'évolution des prix (répercussion d'évolution de coûts – ATRT, stockage, etc.). De ce fait, les fournisseurs ne peuvent pas répercuter systématiquement les évolutions de leurs coûts au moment où celles-ci ont lieu, engendrant potentiellement des pincements de marges.
- Par ailleurs, concernant le sourcing, le prix Repère pour une offre à prix fixe devrait considérer les fourchettes de prix (minimum et maximum) de sourcing sur le mois considéré selon la date à laquelle le sourcing est réalisé par le fournisseur.

**Question 4 :** Selon vous, quelles mesures complémentaires permettraient d'améliorer la compréhension des consommateurs face à la publication concomitante de 2 indices de prix ?

ENGIE appelle l'attention de la CRE sur les risques forts de désinformation (ou de mauvaise information) des consommateurs induits par la multiplication des Prix Repère.

Indépendamment de cette problématique de multiplicité des références, il semblerait utile que la CRE mette en place un socle commun pédagogique (ex. des fiches) visant à éclairer les consommateurs, faciliter leur compréhension, et à donner des outils communs pour tous les fournisseurs.

En s'appuyant sur son retour d'expérience marketing concernant ses propres offres, ENGIE préconise les points suivants :

- Des dénominations distinctes et parlantes/des noms autoporteurs.
- De la pédagogie émanant des publications et du site du Régulateur, facilement accessible (avec une URL

courte et facilement relayable) explicitant :

1. Qu'est ce que le Prix Repère indexé ?
2. Qu'est ce que le(s) Prix Repère fixe(s) ?
3. Qu'est ce qui les différencie ?
4. À quel rythme change le Prix Repère indexé ?
5. À quel rythme sont modifiés les Prix Repère fixes ?

- Réduire autant que possible les mentions techniques.

Une attention particulière devrait être portée à l'affichage des différents Prix Repère sur le comparateur du MNE. Aujourd'hui, deux prix différents sont déjà affichés pour le PRVG (prix pour le mois M et pour le mois M+1). L'ajout de nouvelles références serait source de confusion pour les consommateurs. Une refonte du comparateur, tel qu'il existe aujourd'hui, nous paraît ainsi nécessaire.

## Questions relatives à la composante de coût d'approvisionnement PRVG et sa formule d'indexation

**Question 5 :** Êtes-vous favorable à l'intégration de produits de plus longue maturité dans l'approvisionnement du PRVG : augmentation de la part de produits trimestriels, introduction de produits « saison », voire « calendaires » ?

Défavorable

Commentaire :

ENGIE considère que les produits mensuels et trimestriels doivent être privilégiés pour fixer la référence de coûts d'approvisionnement. Ces produits sont représentatifs des conditions d'approvisionnement des fournisseurs en France et présentent une meilleure liquidité sur le marché TRF (Trading Region France) que les produits à maturité plus longue.

Dans le cadre d'une offre construite sur la base d'un tel approvisionnement, utiliser ce type d'indices permet des économies sur les briques de risques. Ils permettent donc d'offrir le prix le plus bas au consommateur. Ces indices fixent le prix au plus tard 2 à 3 mois avant que le consommateur ne commence à consommer le gaz qui lui est livré. Les aléas de consommation peuvent être gérés avec une brique de stockage et par le pricing d'une brique de risque. Des indices plus longs impliqueraient un ajustement à la hausse de la brique de risque pour l'approvisionnement des clients (et donc des prix plus hauts).

Par ailleurs, l'ajout de produits calendaires complexifierait la répliquabilité de l'indice CRE et entraînerait potentiellement un coût de répliquabilité pénalisant, in fine, les consommateurs finaux.

Cette évolution se traduirait par une décorrélation du prix repère CRE avec le marché des offres gaz commercialisées en B2C.

Pour ses propres offres, ENGIE ne suivrait pas de tels indices.

**Question 6 :** Si oui, quels produits vous paraît-il raisonnable d'introduire et dans quelles proportions ?

ENGIE est favorable à ce que l'indice de référence conserve les produits actuels, et dans leur proportion actuelle (20%QA + 80%MA2).

Si cet indice devait évoluer, a contrario de l'orientation émise par les services de la CRE dans la présente consultation, ENGIE recommande un accroissement de la proportion de produit Month-Ahead (jusqu'à 100% MA2).

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à un allongement de la durée de lissage des produits de marché utilisés dans les

références CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Les arguments développés à la question 5 (contre des maturités plus longues de produit) restent pertinents et s'appliquent tout aussi bien à cette question d'un éventuel allongement du lissage.

Une durée de lissage qui serait plus longue que la durée d'un mois utilisée aujourd'hui impliquerait davantage de risque et de difficulté à répliquer l'indice.

Accroître cette durée pourrait :

- 1) Conduire les fournisseurs à augmenter leur brique de risque dans le pricing des offres pour tenir compte du risque induit par un lissage plus long,
- 2) Générer un coût supplémentaire pour le client,
- 3) Détourner les fournisseurs du PRVG comme référence pour leurs offres.

En fin de compte, cela conduirait à éloigner le PRVG de la réalité du marché et générer un potentiel ciseau tarifaire conséquent (cf. exemple du TRVE en électricité).

**Question 8 :** Estimez-vous que ces évolutions ne devraient concerner que l'une des deux références CRE ? Si oui, laquelle et pourquoi ? Le cas échéant, quel calendrier vous semble devoir être respecté pour de telles évolutions ?

Il paraît utile et nécessaire de conserver une cohérence entre indice de référence sur l'approvisionnement et Prix repère de vente de gaz.

Concernant le calendrier, toute évolution doit prévoir la répliquabilité de l'indice : toute décision d'évolution doit être publiée suffisamment de temps en avance pour permettre une réplication de l'indice par un fournisseur et sa communication vers le client (en cas de réplication comme en cas de décision de ne pas répliquer)

## Questions relatives aux composantes de coûts hors approvisionnement du PRVG

**Question 9 :** Partagez-vous la proposition de la CRE sur l'évolution des coûts commerciaux hors « CEE » ? Identifiez-vous des composantes qui auraient évolué de façon importante et inédite depuis sa dernière étude ?

S'il n'est pas indispensable de prévoir une mise à jour annuelle de la composante (et les sous composantes) de coûts commerciaux, il serait pertinent, dans ce cas, d'appliquer l'inflation de manière automatique (comme cela est proposé pour l'évolution du PRVG au 1er juillet 2024).

Dans le cas spécifique de l'évolution de 2024, l'enquête en cours de la CRE sur les coûts commerciaux doit fournir un input utile pour ajuster le niveau d'inflation pressenti par la CRE dans la consultation (+4,82%). A titre d'exemple, les coûts des impayés varient sensiblement en cas de forte évolution des prix (phénomène constaté sur les deux dernières années).

En fin de compte, la prise en compte de l'inflation de façon mécanique nous semble constituer une bonne approche sur

une base annuelle, à compléter par des analyses régulières comme celle menée cette année (à reproduire tous les 3 ou 4 ans).

**Question 10 :** La méthodologie retenue par la CRE vous semble-t-elle adaptée pour mettre à jour la composante de rémunération « risques » ? Des éléments particuliers survenus depuis mai 2023 seraient-ils de nature à remettre en question cette méthode ?

Non.

ENGIE est défavorable à la mise à jour du niveau de marge en €/MWh pour 2024/2025. La méthode proposant une rémunération calée sur un % du prix HT conduit ici à un niveau de rémunération (marge) faible, dès lors que tous les risques ne sont pas couverts par ailleurs et qu'une partie importante des coûts fixes est variabilisée dans le prix.

**Question 11 :** Avez-vous des remarques sur la proposition de la CRE d'intégrer l'année 2023 dans l'historique permettant de dimensionner la composante du risque du PRVG ?

L'intégration de l'année 2023 pour le dimensionnement de la composante du risque du PRVG semble naturelle (incluant les risques liés à la thermosensibilité, les risques volume et l'équilibrage). Néanmoins, le périmètre des risques à inclure dans cette brique de risque et la méthodologie de détermination du niveau de la brique devraient être révisés pour être plus proches de la réalité des offres des fournisseurs :

- Si certains risques se sont réduits avec la baisse des prix de marché, certains risques se sont accrus. En particulier, l'exercice de prévision des volumes est devenu de plus en plus complexe du fait des évolutions récentes des consommations (sobriété énergétique, réchauffement climatique, électrification des usages). Cette augmentation de l'incertitude accroît significativement le coût de couverture des risques volumiques.
- L'estimation des risques d'ENGIE est basée sur l'évaluation des options financières permettant de couvrir ces risques. Cela conduit à des mark-up de risques bien plus élevés que ceux pris en compte dans le PRVG.
- Le périmètre actuel des risques ne prend pas en compte le risque de sous-couverture des coûts hors approvisionnement, en cas de sous-consommation, dans une construction où les coûts fixes sont en partie variabilisés dans les prix.

**Question 12 :** À terme, partagez-vous l'intérêt d'un calcul probabiliste similaire à celui effectué dans le cadre des TRVE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Un calcul probabiliste constitue une méthode possible, et pourrait être effectué comme pour le TRVE. Cependant, le quantile de la méthode probabiliste que choisit un commercialisateur est de l'ordre du P70 afin de protéger son équilibre financier davantage qu'avec un quantile P50, qui revient à le protéger une seule année sur deux (situation non-viable, en particulier pour des fournisseurs qui commercialisent des offres d'une durée d'1 an). Afin de réduire la volatilité des résultats financiers engendrés par les risques, le commercialisateur achète nécessairement des produits coûteux (produits structurés climatiques, options) dont le coût est transféré au client.

## Questions relatives à la mise à jour de la structure du PRVG

**Question 13 :** Faut-il mettre à jour annuellement les hypothèses de consommations sous-jacentes à la construction du PRVG ? Le cas échéant, à quelle fréquence ?

Une partie des coûts constitutifs des PRVG est directement proportionnelle aux Consommations annuelles de référence (CAR). Les CAR des consommateurs français ayant connu de fortes variations aux cours des dernières années, il est essentiel de prendre en compte les données les plus récentes. ENGIE souhaite donc que les hypothèses de consommations soient mises à jour sur une base annuelle dans la construction du PRVG. Afin de concilier les

calendriers distributeur (mise à jour des CAR au 1er avril de chaque année), le calendrier d'évolutions des coûts de transport et stockage (qui dépendent des hypothèses de consommation) et le calendrier d'évolution du PRVG (évolution du prix hors indice au 1er avril et au 1er juillet de chaque année), la date du 1er avril semble la plus logique pour cette mise à jour.

Par ailleurs, il apparaîtrait pertinent de prendre une prudence sur ces hypothèses de consommations dès lors que la méthode de construction du PRVG inclut une part de variabilisation des coûts fixes. ENGIE propose une minoration de 5% des hypothèses de consommation pour un tel exercice, tant que la structure de prix ne reflète pas la structure de coûts (coûts fixes, dont transport et stockage, qui devraient être couverts dans l'abonnement).

**Question 14 :** La répartition entre coûts fixes et coûts variables des coûts commerciaux devrait-elle être revue ? La méthode proposée par la CRE vous semble-t-elle pertinente ?

#### *Défavorable à la méthode de la CRE*

ENGIE est favorable à l'approche de construction du PRVG par empilement des coûts que la CRE considère comme naturelle, avec une couverture des coûts fixes par la part "abonnement". Cette approche permet en effet de refléter les coûts du fournisseur et c'est aussi celle qui coûtera le moins cher au consommateur final. Une variabilisation des coûts fixes faisant subir un risque chaud ou de sous-consommation au fournisseur, elle se traduira nécessairement par l'ajout d'une brique de risque au prix de vente pour couvrir cet aléa.

Nous sommes favorables à la variabilisation des seuls coûts associés au risque clients, qui en effet, s'accroissent avec le montant de la facture (inducteurs prix et consommation). De tels coûts représentent uniquement entre 15% et 20% des coûts commerciaux hors CEE. **Cependant, il n'est pas pertinent de variabiliser les coûts des services clientèle** (ni d'acquisition) : les consommateurs ne sollicitent pas davantage leurs fournisseurs qu'ils consomment 12 ou 18 MWh (ou tout autre niveau de consommation dans la plage 2) sur une année donnée, qu'il fasse chaud, qu'il fasse froid. Dans l'approche de construction par empilement proposée par la CRE, la variabilisation de coût dans le prix de vente suppose une proportionnalité directe entre le coût en question et la quantité d'énergie consommée. Chez ENGIE, aucune étude ne démontre de proportionnalité entre appels entrants et quantité d'énergie consommée : à l'exception des impayés, les coûts commerciaux sont fixes et ne varient pas avec les consommations des clients.

Comme nous l'avons évoqué en introduction, le prix repère prend tout son sens s'il est économiquement justifié et qu'il ne génère pas de risques pour les fournisseurs.

Avec la variabilisation des coûts de risque client et la prise en compte de l'inflation (+4,82%) ENGIE préconise l'évolution suivante (variabilisation de 20%) :

		T1	T2
<b>CC PRVG 2024</b>	€/an HTT	<b>48,2</b>	<b>82,8</b>
<b>Abonnement</b>	€/an HTT	<b>38,6</b>	<b>66,2</b>
<b>Part variable</b>	€/MWh	<b>7,7</b>	<b>1,2</b>

Enfin, il convient de rappeler (la CRE le mentionne dans le texte de la consultation publique) que la proposition de variabilisation des coûts commerciaux, si elle était décidée par la CRE dans le PRVG, se ferait au détriment des clients dans leur facture TTC : en effet l'abonnement se voit appliquer une TVA réduite à 5,5%, quand le kWh de la part proportionnelle se voit appliquer la TVA à 20%.

**Question 15 :** Quels éléments pourraient justifier une différence de niveau des coûts commerciaux entre deux consommateurs de part et d'autre du « seuil technique » de « consommation annuelle de référence » (CAR) de 4 MWh ?

Le seuil de 4 MWh de l'ATRD n'est pas représentatif du seuil d'intérêt de la fourniture complète dans une construction par empilement des coûts. Il est impossible de résoudre l'équation permettant de faire coïncider le seuil ATRD et le seuil de fourniture complète, sauf à déformer le modèle et éloigner le prix repère de son objectif de représentativité économique des conditions de fourniture. Pour sortir de cette difficulté, le seuil de fourniture étant plutôt autour de 6,5 MWh – selon les simulations ENGIE, une autre approche pourrait consister à construire le prix repère afin d'intégrer les coûts des consommateurs entre 0 et 6,5 dans une première tranche et ceux des consommateurs de plus de 6,5 MWh dans une 2e tranche.

**Question 16 :** La proposition de la CRE d'inclure les coûts de transport et de stockage dans la part « variable » dans le cadre de la construction d'une « grille tarifaire » PRVG vous semble-t-elle pertinente ?

Non

Commentaire :

Economiquement, les coûts de transport et stockage sont des coûts capacitaires, fixés chaque année en fonction de la CAR des clients mise à jour par les distributeurs au 1er avril. Ce sont donc des coûts fixes en €/an. Par conséquent, la logique de construction par empilement des coûts impose de mettre les coûts de transport et stockage dans la part abonnement. Si nous comprenons le choix initial de variabilisation de coûts au début du PRVG par continuité avec les ex-TRVG, le PRVG a également pour vocation à être représentatif des pratiques des fournisseurs. Comme déjà évoqué, les incertitudes sur l'évolution des consommations unitaires sont de plus en plus fortes, ce qui implique une forte augmentation du risque lié à la variabilisation de ces coûts fixes de transport et de stockage. Si la prise en compte de ce phénomène via une brique de risque supplémentaire peut être une première solution, il nous semble plus pertinent de basculer, a minima progressivement, ces deux coûts d'acheminement dans la part abonnement du prix.

La construction par empilement de coût représente un optimum économique pour un client moyen, c'est donc la construction la moins onéreuse rapportée à l'ensemble des consommateurs. Même si cette méthode est susceptible de générer des facturations plus élevées que les coûts pour certains consommateurs (<13,8 MWh, consommation moyenne de la plage 2 pour le PRVG) et moins pour d'autres (>13,8 MWh), l'intérêt général doit prévaloir, et la méthode, optimale en moyenne, doit être l'objectif vers lequel tendre.

**Question 17 :** Considérez-vous, au contraire, qu'une portion de ces coûts doit être incluse dans la part « abonnement » ? Si oui, quelle part et pourquoi ?

Oui

Commentaire :

Comme indiqué aux questions qui précèdent, dans l'intérêt général, ENGIE est favorable à une inclusion progressive des coûts ATRT et ATS dans la part d'abonnement du PRVG.

Prise à 100%, cette évolution de l'abonnement serait significative. ENGIE préconise donc une évolution progressive, en commençant, en 2024, par une part de 30% de ces coûts inclus dans l'abonnement.

Pour permettre aux fournisseurs de s'indexer sur le prix repère, une visibilité sur le calendrier de cette évolution pour les prochaines années est requise.

**Question 18 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pertinence de construire une « grille tarifaire » reflétant

## L'empilement des coûts ?

Favorable

Commentaire :

Comme nous l'avons expliqué en introduction de notre réponse à la question 14, nous sommes tout à fait favorables à une structure par empilement des coûts si elle tient effectivement compte de la nature de ces coûts (fixes/variables). Les coûts commerciaux sont fixes à plus de 80%. Les coûts de Transport et Stockage sont fixes. A défaut de considérer ces coûts dans la part abonnement, il est nécessaire d'intégrer des briques de risque supplémentaires.

Nous considérons que le scénario présenté par les services de la CRE (5.2) qui propose de variabiliser les coûts de transport, stockage ainsi qu'une quote-part excessive de coûts commerciaux, n'est pas cohérent avec la logique d'empilement des coûts : en appliquant le principe d'empilement des coûts, l'évolution de l'abonnement entre la grille du PRVG d'avril et la grille « 5.2 » devrait refléter la forte hausse de l'ATRD fixe a minima (et la prise en compte de l'inflation qui vient augmenter le montant des coûts commerciaux). Or l'abonnement proposé est en baisse du fait d'une bascule des coûts commerciaux de la part fixe à la part variable. Cette grille ne correspond donc pas à la définition d'une grille par empilement de coûts selon ENGIE.

Il en va de même pour le scénario 5.3, pour ce qui concerne les coûts Transport et Stockage.

**Question 19 :** Y a-t-il d'autres composantes de coûts au sein du PRVG dont la structure vous paraîtrait mal reflétée par le PRVG ?

Oui. Cf. Réponse 18.

En l'état du PRVG, la structure des coûts de transport et de stockage est mal reflétée dans le PRVG.

Il en irait de même pour les coûts commerciaux dans la proposition 5.2 de la CRE.

**Question 20 :** La notion « d'effet de seuil » entre-t-elle en jeu dans la construction des offres de marché ? Le cas échéant, quel barème appliquer aux consommateurs dont la CAR se situe proche du seuil économique de vos grilles tarifaires ?

Ne se prononce pas

Commentaire :

Les modifications de la grille ATRD et des profils de consommateurs intervenues en 2022 ont introduit une inadéquation entre les seuils de fourniture et la segmentation des clients ECS / Chauffage.

La situation des consommateurs dont la CAR se situe proche du seuil économique de la grille tarifaire constitue une imperfection inhérente à la construction d'une grille tarifaire qui n'appelle pas de solution idéale (sauf à aller vers une grille plus individualisée avec davantage de seuils).

**Question 21 :** Quelle grille de PRVG proposée par la CRE vous semble la plus adaptée, et pourquoi ?

Aucune des deux

Commentaire :

Aucune des deux options proposées par la CRE ne remplit les critères précisés à la réponse de la question 1 de la présente consultation.



L'option 5.2 propose une variabilisation excessive des coûts commerciaux et ne propose aucun progrès dans la dé-variabilisation des coûts de transport et de stockage.

L'option 5.3, outre l'absence de dé-variabilisation des coûts transport et stockage, déforme le calcul économique, et s'éloigne de la logique d'empilement des coûts.

A court terme, ENGIE préconise par conséquent de ne pas modifier la méthodologie PRVG pour le mouvement du 1<sup>er</sup> juillet 2024 (en particulier au vu des délais réduits de la consultation et délibération à suivre par rapport à cette date).

Pour la suite, ENGIE est favorable aux évolutions suivantes :

- Approvisionnement : maintien d'une formule unique d'approvisionnement s'appuyant sur l'indexation actuelle de 20% de produit trimestriel et 80% de produits mensuels (MA2)
- Briques de risques : révision à la hausse de la méthodologie de calcul
- Consommations : mise à jour des Consommations Annuelles de Référence (CAR)
- Coûts commerciaux : variabilisation de 15% à 20% des coûts commerciaux (hors CEE)
- Transport – stockage : basculement progressif de ces coûts fixes dans la part abonnement (en commençant par 30% dans un premier temps)

## Questions relatives au calendrier envisagé et au format de publication

**Question 22 :** Ce calendrier vous paraît-il raisonnable ?

Non

Commentaire :

(1) Concernant les modifications de structure et de niveau des composants et l'évolution au 1<sup>er</sup> juillet 2024 : ENGIE préconise d'inclure les évolutions de tarifs d'acheminement en considérant une stabilité de la méthode de construction du PRVG.

Une modification de la structure et de niveau des composantes (hors acheminement) doit en effet tenir compte des contraintes des fournisseurs :

- Les délais de prévenance des clients lors de modification des prix : selon les règles en vigueur, le client doit connaître la modification du prix au moins un mois sa date d'application (ce délai est susceptible d'augmenter). Il est également important de tenir compte des délais de préparation / envoi des courriers / emails associés qui augmente avec la taille du portefeuille concerné
- Les délais de développement SI des offres, dans le cas où les fournisseurs souhaitent être en capacité de s'indexer sur le PRVG

Cela milite pour des évolutions plus tardives de structure, à une date à coordonner avec les futures mises à jour des coûts : le 1<sup>er</sup> avril ou, de préférence, le 1<sup>er</sup> juillet 2025.

(2) Concernant l'éventuelle refonte des coûts d'approvisionnements : les délais permettant de répliquer l'indice d'approvisionnement (en cas d'évolution de cet indice pour prendre en compte des produits "saisons" / "calendaires" ou en cas d'évolution de la durée de lissage des produits existants) conduiraient là aussi à une évolution courant 2025. ENGIE n'y est toutefois pas favorable.

(3) S'agissant du PRVG "fixe", le planning proposé paraît raisonnable. ENGIE n'est toutefois pas favorable à l'introduction de cette nouvelle référence.

**Question 23 :** Considérez-vous utile de maintenir la publication d'une fourchette de PRVG ? Partagez-vous l'intérêt de clarifier la dénomination des bornes de la fourchette ? Le cas échéant, quelle dénomination vous semblerait pertinente ?

La publication d'une fourchette de PRVG met en lumière le fait que les coûts d'acheminement du gaz diffèrent selon la localisation du point de consommation. Cette réalité économique nous pousse à penser qu'il est pertinent de continuer cette publication.

Néanmoins, cette fourchette de PRVG peut également créer de la confusion pour le consommateur. Une clarification de la méthodologie et de la définition des bornes de cette fourchette de PRVG peut donc être utile, et serait susceptible d'élargir son utilisation (au comparateur du MNE par exemple qui n'utilise que le PRVG moyen à ce jour)

## CONCLUSION

ENGIE remercie la CRE pour cette consultation publique et appelle l'attention du régulateur sur quelques points d'importance :

- ENGIE recommande que la CRE accompagne les publications des références de prix de l'ensemble des éclairages à même d'informer les consommateurs sur leur caractère indicatif, et sur les écarts potentiels avec les offres de marché visibles par ailleurs sur le comparateur du Médiateur National de l'Energie.
- ENGIE considère qu'il n'est pas pertinent de multiplier les références de prix au risque de perdre les consommateurs et recommande de ne pas introduire de PRVG prix fixe (celui-ci devrait nécessairement faire l'objet de plusieurs déclinaisons pour refléter les pratiques des fournisseurs, que ce soit en matière d'approvisionnement, de durées des offres ou de « type de prix fixe – intégral ou uniquement sur l'énergie »).
- ENGIE préconise de conserver la durée de lissage d'un mois utilisée aujourd'hui. Accroître cette durée impliquerait davantage de risques pour les fournisseurs dans la réplique de l'indice. Cela conduirait les fournisseurs à augmenter leur brique de risque dans le pricing des offres pour tenir compte du risque induit par un lissage plus long, générant ainsi un coût supplémentaire pour le client.
- Pour l'avenir, ENGIE préconise une structure du PRVG reflétant mieux la structure de coûts (les coûts fixes de transport et de stockage ne sont aujourd'hui pas répercutés dans la part abonnement du PRVG). À cet égard, l'option n°5.2 mise en avant par la CRE semble contre-intuitive. ENGIE ne partage pas cette proposition de la CRE consistant à variabiliser des coûts commerciaux fixes dans le PRVG. À l'exception des coûts d'impayés (soit moins de 20% des coûts commerciaux), les coûts commerciaux, pour servir ou acquérir des clients, sont des coûts fixes, qui ne sont nullement proportionnels à la consommation des clients.

Liste des pièces jointes à la contribution :

2024\_04\_26\_CP\_CRE\_Prix\_Repère\_réponse\_ENGIE.pdf